



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Moyen-Orient

Question écrite n° 83845

Texte de la question

Mme Valérie Boyer interroge M. le ministre des affaires étrangères et du développement international sur le financement des terroristes de l'État islamique. Ceux-ci continuent de massacrer les Chrétiens d'Orient et plusieurs autres minorités religieuses, contraignant le peuple assyrien à un exode massif. Ces barbares sont aveuglés par la haine, allant jusqu'à violer des femmes et enterrer des enfants vivants. Ils ont également détruit le musée de Mossoul, la cité antique de Palmyre et de nombreuses églises d'Irak et de Syrie. C'est donc à juste titre que nos forces armées participent à la coalition luttant contre les combattants de l'État islamique en Irak et au Levant se nommant Daech. État islamique engrangerait ainsi plus d'un million de dollars par jour. Ce sont donc les acheteurs de cette marchandise du crime qui permettent à ces terroristes d'être encore plus dangereux. Mme Jana Hybaskova, ambassadrice de l'Union européenne en Irak, a d'ailleurs déclaré l'an passé « Malheureusement, des États membres de l'Union européenne achètent ce pétrole ». Dès lors, nous devons nous assurer qu'aucune société française n'achète du pétrole à ces barbares. Elle lui demande les moyens qu'il compte utiliser pour empêcher les matières premières de l'État islamique d'être vendues hors de leur zone d'influence, et s'il a l'intention d'utiliser la force terrestre pour y parvenir.

Texte de la réponse

La lutte contre les sources de financement de Daech constitue un pilier du combat contre cette organisation terroriste. Les frappes de la Coalition ont permis de détruire un grand nombre des raffineries contrôlées par Daech, réduisant les revenus tirés de la vente de pétrole. Pour autant, cette action seule ne saurait suffire car les ressources de l'organisation terroriste sont multiples. Elles proviennent aussi de l'extorsion des populations et de la taxation des activités économiques, du produit des autres trafics, notamment d'antiquités et d'oeuvres d'art, et des enlèvements auxquels elle se livre, ainsi que des financements extérieurs qu'elle reçoit. Il est donc primordial de mieux comprendre ces modes de financement et d'élaborer une stratégie globale visant à les tarir. C'est l'objet du groupe de travail de la coalition portant sur le financement de Daech, auquel la France participe. Il s'est réuni à deux reprises depuis le début de l'année (à Rome, les 19 et 20 mars, et à Jeddah, le 7 mai dernier). Par ailleurs, au Conseil de sécurité des Nations unies, la France a joué un rôle actif dans l'adoption de la résolution 2199 du 12 février 2015 relative au financement du terrorisme. Celle-ci durcit le régime des sanctions contre Daech et appelle les États membres à prendre des mesures supplémentaires pour lutter contre les différents trafics, notamment de pétrole et d'antiquités, et bloquer les financements en provenance de l'étranger. Les résolutions 2170 et 2178 du Conseil de sécurité, adoptées respectivement en août et en septembre dernier, avaient déjà renforcé de façon significative le dispositif international de lutte contre Daech, Jabhat Al-Nosra et les autres groupes affiliés à Al Qaeda, en particulier sur le plan financier. Le GAFI joue également un rôle de premier plan à travers l'adaptation de ses recommandations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Les travaux du GAFI visent à approfondir le dialogue entre les cellules de renseignement financier, le secteur privé et les organisations internationales compétentes afin de mieux analyser la façon dont Daech pourrait utiliser les faiblesses des systèmes économiques et financiers internationaux et, partant, d'identifier des actions permettant d'y remédier. Pour sa part, l'Union européenne et

ses Etats membres ont adopté, le 16 mars dernier, une stratégie régionale européenne pour l'Irak, la Syrie et la lutte contre Daech. L'UE soutient pleinement, dans le cadre de cette stratégie, la mise en oeuvre effective des sanctions des Nations unies visant à limiter l'approvisionnement de l'organisation en armes et en financements. Au niveau national, le ministère des finances a élaboré un dispositif de vigilance financière à l'encontre de Daech. Publié sur le site internet du ministère des finances, ce dispositif appelle les acteurs économiques et financiers français à adopter des mesures de vigilance à l'égard de certains établissements financiers syriens et irakiens, de certaines transactions (commerce de pétrole, de biens culturels et archéologiques, etc.) et de tout concours financier en direction d'individus susceptibles d'apporter une assistance à Daech.

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Boyer](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 83845

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [30 juin 2015](#), page 4803

Réponse publiée au JO le : [21 juillet 2015](#), page 5584